



Service Voirie – Mobilité – Propreté
Réf. : LSG/OM/2023/168

Arrêté Municipal N° 2023/168

**AUTORISANT UNE DEAMBULATION D'ADULTES ET D'ENFANTS
SUR LA VOIE PUBLIQUE DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION
« CHEMIN DE CROIX »**

**ET INTERROMPANT MOMENTANEMENT LA CIRCULATION
AUTOMOBILE AU FUR ET A MESURE DU PASSAGE DES MANIFESTANTS**

**PARVIS DE L'ÉGLISE SAINT FLAIVE
ET RUE DU DOCTEUR CHABRY**

**LE VENDREDI 17 MARS 2023
ENTRE 19H00 ET 20H00**

Le Maire d'Ermont ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, et L. 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la route, et notamment en ses articles R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8 et R. 411-21-1,
Vu le Code pénal, et notamment en son article R. 610-5,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu le Code de la santé publique, et notamment en son article L. 1312-1 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, et les arrêtés suivants le complétant et le modifiant,
Vu le règlement sanitaire départemental du Val d'Oise pris par arrêté préfectoral du 29 août 1979 modifié par les arrêtés préfectoraux du 25 janvier 1985, du 22 janvier 1992 et du 7 février 1996,
Vu les arrêtés municipaux réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune d'Ermont,
Vu l'arrêté municipal n°2021/762 du 12 octobre 2021, portant délégation de signature au Directeur du Pôle Attractivité du Territoire et Ressources,
Vu la demande en date du 04 mars 2023, du Père Edouard GEORGE, curé, Paroisse Saint Flaive – 95120 ERMONT,

Considérant l'organisation d'une déambulation d'adultes et d'enfants, dans le cadre de la manifestation intitulée « Chemin de croix », le vendredi 17 mars 2023, entre 19h00 et 20h00 ;

Considérant la nécessité de réglementer l'organisation de cette manifestation et d'assurer la sécurité des participants ;

ARRETE

Article 1 : La déambulation d'adultes et d'enfants, organisée sur la voie publique, est autorisée dans le cadre de la manifestation intitulée « Chemin de croix », le vendredi 17 mars 2023, entre 19h00 et 20h00, sur le parvis de l'église Saint-Flaive et rue du Docteur Chabry.

Article 2 : La circulation automobile sera ralentie, le vendredi 17 mars 2023, entre 19h00 et 20h00, sur le parvis de l'église Saint Flaive et rue du Docteur Chabry, au fur et à mesure de la déambulation. Elle sera rétablie au fur et à mesure de l'avancée de la déambulation.

La sécurité du cortège sera assurée par le pétitionnaire.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant la date de l'événement par les agents des Services Techniques Municipaux sur le lieu, la signalisation sera fournie et posée par leurs soins.

Dans ces mêmes délais, ils pourront faire appel à la Police Municipale d'Ermont qui constatera la conformité de la signalisation.

Article 4 : Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de sa publication sur le site internet de la Commune et au Registre des Actes Administratifs. Nonobstant la disposition précédente, le présent arrêté est opposable aux usagers à compter de la mise en place des mesures de signalisation réglementaire et/ou de son affichage sur place.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Les contrevenants au présent arrêté seront verbalisés par l'application d'une contravention de 2^{ème} classe.

Article 6 : Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

A Ermont, le 15.03.2023



Pour le Maire et par délégation,
Stéphane VIGNE

Directeur du Pôle Attractivité
du Territoire et Ressources

Exécutoire en vertu de l'article R.2131-1 du CGCT
Publié le 15.03.2023.